

### LE MOT DU CHEF DE LA COMPOSANTE POLICE

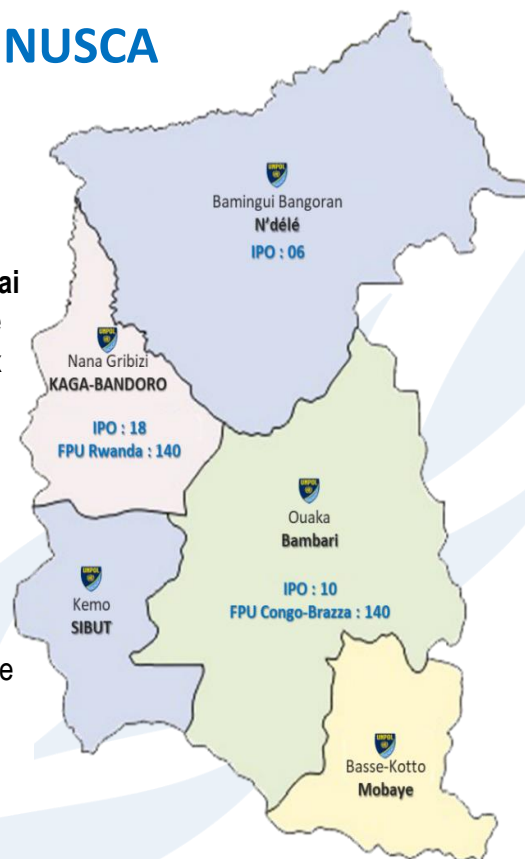


« Chers camarades UNPOL, cette dixième édition des « échos de la police » sera ma dernière puisque je m'apprête dans quelques jours à quitter la MINUSCA. Ensemble, la composante police a progressé dans la mise en œuvre de son mandat difficile même si la route est encore longue et sinueuse. Je vous adresse mes meilleurs vœux de réussite pour les mois à venir et vous invite à donner le meilleur de vous-mêmes de sorte qu'UNPOL soit perçue comme une composante incontournable de la MINUSCA.

Bonne lecture et bon courage ! »

### L'éclairage du mois : LA POLICE DE LA MINUSCA DANS L'ARRIERE PAYS CENTRAFRICAIN : **LE SECTEUR CENTRE**

Après le secteur EST, "ECHOS de la Police" est partie pour ce mois de mai 2018 à la découverte du Secteur Centre. Avec une superficie de 147.933 Km<sup>2</sup>, le secteur représente 23% du territoire national et compte deux zones frontalières ; la première au nord avec le Tchad au niveau de la préfecture de Bamingui-Bangoran et la deuxième au sud avec la RDC, au niveau des préfectures de la Kemo, de la Ouaka et la Basse-Kotto. Cette frontière sud est essentiellement matérialisée par la rivière Oubangui. Le Secteur Centre couvre cinq préfectures : la Bamingui-Bangoran dont le chef-lieu est N'délé, la Kemo chef-lieu Sibut, la Ouaka avec pour chef-lieu Bambari, la Basse-Kotto, chef-lieu Mobaye et la Nana-Gribizi dont le chef-lieu est la ville de Kaga-Bandoro. Selon le dernier recensement, qui date de 2015, la population du secteur est estimée à environ 855.637 habitants.



### *Le secteur Centre : un secteur essentiellement agricole*

Le secteur Centre est peu industrialisé. Seule la ville de Bambari, dans la Ouaka, compte une usine de fabrication de sucre la SUCAF et une société cotonnière, la SOCOCA fermée depuis 2015. Bambari qui est la deuxième plus grande ville du pays compte également plusieurs grandes écoles de formation professionnelle dont l'Ecole Normale des Instituteurs (ENI), le centre de recherche agronomique (IRCA), la faculté des sciences de santé (FASS), momentanément relocalisée à Bangui. On compte une autre grande école à Grimari, le collège technique de développement rural (CTDR). Dans les autres régions du secteur, les activités économiques sont dominées par l'agriculture, l'élevage, la pêche (surtout dans la Mobaye) et l'exploitation diamantaire, actuellement sous embargo. Les infrastructures de base telles que les routes, les hôpitaux, les écoles, l'alimentation en eau potable et en électricité (hormis Bambari) font cruellement défaut. Seule la ville de Sibut est reliée à la capitale par une route bitumée.

## UNPOL DANS LE SECTEUR CENTRE

UNPOL secteur Centre compte trois postes, Bambari, Ndélé et Kaga-Bandoro où le Secteur a établi son quartier Général. Le poste de Sibut demeure pour le moment en projet.



Le commandant Unpol secteur Centre entouré d'une partie de ses équipes

L'effectif total du secteur Centre est de 35 IPO (11 à Bambari et à Kaga-Bandoro et 07 à Ndélé) et 2 unités de Police constituées de 140 éléments chacune, basées à Kaga-Bandoro (FPU-2 du Rwanda) et à Bambari (FPU Congo-Brazza). Cet effectif est insuffisant au regard des gros défis sécuritaires de ce secteur très vaste.

### *De gros défis sécuritaires à relever*

Le secteur Centre est aussi confronté à la faiblesse de l'autorité de l'État. Les préfets et sous-préfets ne sont présents que dans quelques villes ; quant aux forces de sécurité intérieure, elles ne sont présentes qu'à Bambari, Grimari et Sibut. Cette faiblesse de l'autorité de l'État laisse le champ libre aux groupes armés qui sévissent dans tout le secteur, notamment les ex-selekas qui sont plus puissants, plus nombreux et mieux armés, occupant les villes et contrôlant les mines d'or et de diamant. Les principaux groupes ex-selekas présents dans le secteur sont le Front populaire pour la Renaissance de la Centrafrique (FPRC), plus orienté vers l'exploitation illégale de diamants à Ndélé et Birao. Basé à Kaga-Bandoro, le Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC), collecte des taxes et contrôle le marché à bétails de la ville, les couloirs de transhumance et l'exploitation illégale des ressources minières. Enfin l'Union pour la Centrafrique (UPC), plus présente dans la Basse-Kotto et dans la Ouaka collecte des taxes sur les éleveurs et sur toutes sortes de marchandises qui arrivent ou transitent dans ces deux régions. L'UPC contrôle également l'exploitation et le commerce de café.

Quant aux anti-balakas, moins organisés et moins équipés en armes, ils se rassemblent en petites bandes et sont plus présents sur les axes et dans les forêts. Ils sont plus impliqués dans la petite criminalité, les braquages et le rançonnement des populations sur les axes, où ils conduisent des attaques sporadiques souvent mortels. On les retrouve aussi dans la zone de Mbrès, dans l'exploitation illégale de l'or.

La criminalité est assez élevée dans le secteur centre et est principalement le fait des groupes armés. Cette criminalité est caractérisée par les vols simples (en majorité vols de bétails, de motos et de numéraires) et les vols aggravés, à mains armées, dans les villes et sur les axes, les meurtres pour divers motifs (affrontements intercommunautaires, inter/intra groupes armés, braquages, etc.), les coups et blessures volontaires, le port et l'usage illégal d'armes à feu (fusils artisanaux, kalachnikovs et grenades), les vindictes populaires suite à des accusations (de sorcellerie, de viol ou



de vol), et les violences sexuelles basées sur le Genre (VSBG), surtout les viols. A cela il faut ajouter les nombreux cas d'arrestations arbitraires et séquestrations pratiquées par les groupes armés.

## *Une stratégie forte et adaptée pour protéger les populations et répondre aux défis sécuritaires du secteur.*

Dans chacune des villes du secteur où elle est présente, UNPOL a dû ajuster son action aux réalités contextuelles. Ainsi à Kaga-Bandoro, secouée par les conflits intercommunautaires, les populations se sont massivement dirigées vers des camps de fortune à proximité de la base de la MINUSCA. L'action conjuguée de la Force et de la Police de la MINUSCA a permis de faire cesser les affrontements. La présence de la FPU-2 Rwanda, et ses patrouilles dissuasives dans la ville et particulièrement dans les camps de déplacés rassure les populations.

En l'absence totale de la chaîne pénale et surtout des forces de sécurité intérieures, UNPOL intervient sur toutes les violations graves des Droits de l'Homme et procède à des interpellations dans le cadre des mesures temporaires d'urgence (MTU). Ainsi depuis 2017, Pour tout le secteur Centre, ce sont 34 opérations de transfèvements pour 83 personnes transférées qui ont été effectuées dont 40 pour la seule ville de Kaga-Bandoro. Ces personnes transférées sont remises aux autorités judiciaires à Bangui.

Des actions fortes ont aussi été conduites pour atténuer l'influence des groupes armés, notamment les opérations de déguerpissement des check points illégaux pour rançonner les commerçants, les restitutions des biens confisqués par ces groupes ou encore les opérations de saisies d'armes.



Quelques armes saisies au cours d'une opération d'UNPOL



La jeune maman de 13ans avec son bébé recevant un kit vestimentaire et des produits de première nécessité

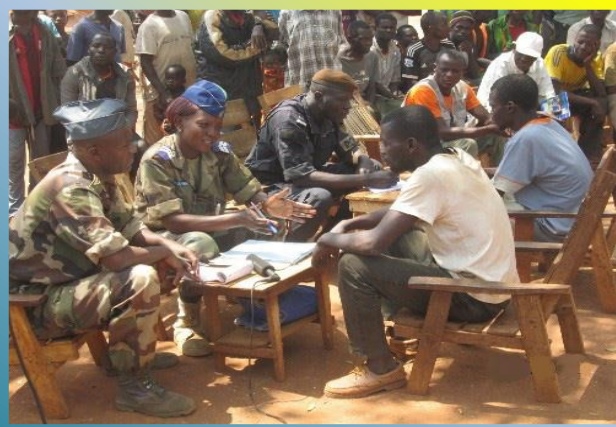
En outre, plusieurs actions de secours et d'assistance sont régulièrement menées par UNPOL sur le terrain surtout dans les cas de vindictes populaires de séquestrations opérées par les groupes armés ou de population en détresse. Un exemple fort remarquable dans ce domaine est le cas de cette fillette de 13ans qui squattait, mal en point, avec sa grossesse dans une famille d'accueil au camp des déplacés de Kidjigra à Bambari. Dans la nuit du 15 au 16 Avril 2018, celle-ci a donné naissance à un prématuré et sollicitait de l'aide pour elle et son bébé. Immédiatement, UNPOL a organisé sa prise en charge ainsi qu'une collecte volontaire de fonds, qui a permis d'orienter la mineure vers l'hôpital de la ville pour son suivi médical et

l'enregistrement de la naissance de son enfant. La collecte

de fonds a également permis d'offrir un kit vestimentaire neuf pour le nouveau-né ainsi que des produits de première nécessité pour l'hygiène du bébé. A ce jour, le bébé et sa mère se porte bien.

Hormis ces opérations qui constituent un message fort contre l'impunité, UNPOL conduit des actions de sensibilisations auprès des populations, surtout celles des camps de déplacés.

A Bambari, après la reprise sécuritaire de la ville (déclarée ville sans groupe armé depuis 2017), le taux de criminalité a remarquablement baissé grâce à la mise en place de patrouilles conjointes UNPOL/FSI, motorisées et pédestres à travers toute la ville. Sous l'impulsion du Chef de la Composante Police, le Général Roland ZAMORA, des postes de police avancée ont été installés dans presque tous les sites de déplacés de la ville. Selon le Général Roland ZAMORA, **« ces postes de police avancés devraient rapprocher davantage UNPOL et FSI de ces personnes vulnérables, afin de mieux les sécuriser, de mieux recueillir leurs doléances et plaintes gratuitement, en assurer leur suivi pour que leurs droits soient respectés »**. Démarrés en janvier 2018, les postes avancés ont rapidement connu du succès. En avril 2018, déjà 54 affaires avaient été enregistrées dont plusieurs ont été résolues. Plus généralement, l'instauration de ces postes a entraîné un regain de confiance entre la population et la MINUSCA et aussi les forces locales présentes dans ces postes aux côtés des UNPOL.



Poste de Police avancé dans un camp de déplacés de Bambari

Dans un tout autre domaine, UNPOL s'est fortement engagé dans le retour des FSI dans les principales villes du secteur et le renforcement de leurs capacités. Ainsi à Bambari, les infrastructures de police et de gendarmerie ont été réhabilitées et équipées à travers des projets à impact rapide initiés par UNPOL qui fournit aussi une formation pré-déploiement aux FSI à déployer dans la ville. Des projets du même genre sont envisagés pour Kaga-Bandoro, Ndélé, Sibut et Dekoa. UNPOL apporte aussi son assistance pour le retour de l'administration dans les villes du secteur.



Le Commissariat de Police et la brigade de gendarmerie réhabilités par UNPOL

## De nombreuses difficultés à surmonter pour un retour durable de la paix et la sécurité dans tout le secteur

En plus de tous les efforts fournis par UNPOL, certaines difficultés doivent être surmontées pour emmener le secteur vers une situation sécuritaire plus stable et plus durable. En effet, les groupes armés restent actifs et ne respectent pas toujours les accords de « zone sans armes ». Les récents incidents de Bambari du 12 au 13 mai viennent rappeler l'influence néfaste des groupes armés sur le processus de sécurisation et de paix. Ceux-ci n'hésitent d'ailleurs pas à profiter de l'impraticabilité des routes et de l'absence de réseau de communication fiable pour sévir dans les localités plus éloignées, telles que Dekoa, Mala Sibut ou Alindao d'où la nécessité selon le Commandant UNPOL secteur Centre l'IPO Lassaad FERCHICHI, d'y implanter autant que possible des postes UNPOL. Il pointe aussi du doigt l'absence totale dans le secteur, de la chaîne pénale (magistrats, prisons, etc.), rendant difficile la lutte contre l'impunité.



Impraticabilité des routes dans le secteur Est



## **Sous les projecteurs : LES FONDS PROGRAMMATIQUES ALLOUES A UNPOL UTILISES A PLUS DE 95% AVANT LA FIN DU CYCLE BUDGETAIRE.**

La Composante UNPOL a pratiquement épuisé les fonds programmatiques alloués au titre du budget 2017-18 et cela avant le 30 juin 2018, date butoir du cycle budgétaire. L'enveloppe allouée était de 717,000 USD. Le montant engagé jusqu'à la fin de Mai 2018 est de 716,792.92 USD, pour des projets de formation, d'équipement et de construction/réhabilitation d'infrastructures au profit des FSI, dont 94,551.46 USD pour les formations et 622,241.43 USD pour les infrastructures et équipements. Le taux d'engagement sur les fonds programmatiques est à ce jour de 99,97%. Cet exploit est à mettre au compte de l'action conjuguée du pilier Développement et de l'unité de Planification d'UNPOL qui ont su faire face aux défis aussi nombreux que complexes pour assurer la mise en œuvre de 27 projets au profit des Forces de Sécurité Intérieure dont les plus importants. Dans le domaine des infrastructures et équipements, les réalisations ont



**le coordonnateur de la réforme, Servilien NITUNGA et toute l'équipe du pilier Développement**

entre autres porté sur l'acquisition de matériels spécifiques de protection balistique et d'interpellation au profit des unités d'intervention et de maintien d'ordre de la Police (CNS) et de la Gendarmerie (GSIGN), la réhabilitation et équipement de l'Unité Spéciale Anti-fraude (USAF) de Berberati, la construction des cellules au Commissariat de Police de Bangassou et la dotation en équipements spécialisés pour la détection des faux documents ainsi que la construction d'une salle polyvalente au profit des unités de l'aéroport de Bangui. Dans le domaine de la formation plusieurs sessions ont été organisées notamment en police de la circulation routière et constat d'accident, planification stratégique, lutte contre la délinquance financière, Genre et leadership féminin, Réforme du Secteur Sécurité (RSS) pour les hauts cadres des FSI, Police Technique et Scientifique (PTS) et sur le système i24/7 d'Interpol.

## **COIN ACTUALITES**

### **03 au 11 mai : UNPOL forme les FSI en police technique et scientifique**

16 éléments des Forces de Sécurité Intérieures dont 06 de la Section de Recherches et d'Investigations (SRI), 06 de la Direction des Services de Police Judiciaire (DSPJ) et 04 de l'Unité Mixte d'Intervention Rapide et de Répression des Violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants (UMIRR), ont été formés par l'Equipe de la Police Technique et Scientifique d'UNPOL. L'objectif de cette formation est d'emmener les FSI à maîtriser les techniques d'enquêtes et la gestion des scènes de crimes, notamment la recherche d'indices et d'éléments matériels de preuve et de comparaison.



**Les FSI très intéressés par le cours pratique de PTS dispensé par UNPOL**

**08 au 14 mai : 04 femmes officiers supérieurs de la Police centrafricaine à Dakar dans le cadre du cours régional de la francophonie pour les femmes officiers supérieurs de Police.**

La Conseillère Genre de la Police MINUSCA ont apporté un appui déterminant à la sélection et le suivi de ces femmes officiers supérieurs afin de faciliter leur participation à ce stage, initié par la Division Police DPKO et organisé conjointement avec l'Union Africaine et l'Organisation Internationale de la Francophonie ;



Les 4 femmes officiers supérieurs de la Police centrafricaine en compagnie de la conseillère Genre UNPOL



Les autorités centrafricaines satisfaites des équipements remis par UNPOL

hauts autorités de la Police et de la Gendarmerie. Ces équipements sont composés de registres, gilets fluorescents, cônes de signalisation, lampes torches rechargeables solaires, décamètres et rubans de sécurité.

**17 mai : Des Kits de constat d'accidents et des registres de bureaux au profit des Forces de Sécurité Intérieure**

La Police de la MINUSCA a procédé à la remise officielle d'un lot de matériels techniques de constat d'accidents de la circulation routière et de registres de bureau au profit de 45 unités de Police et de Gendarmerie. La cérémonie a eu lieu à la direction générale de la gendarmerie en présence des plus

**MAI 2018 : plusieurs modules de formation continue dispensés à 124 IPO : mettre à jour les compétences, approfondir les acquis, développer des savoir-faire complémentaires... !**

Pour ce mois de mai, "l'unité de Formation Interne" d'UNPOL a dispensé à 124 IPO de Bangui et des régions, plusieurs modules de formation continue qui ont porté sur les Droits de l'Homme, la rédaction des rapports, la gestion des projets à impact rapide, l'environnement, l'utilisation de l'outil informatique, et aussi sur la prévention des abus et exploitations sexuelles, une des grandes priorités du Secrétaire Général Antonio GUTERRES.

Il faut dire que le leadership UNPOL accorde un intérêt particulier à la formation en général et à la formation continue en particulier, indispensable pour la bonne mise en œuvre du mandat. Cette option forte transparaît de la **directive 2017/343/MINUSCA-Pol** du Chef de la Composante Police sur la formation. Elle prévoit notamment que chaque UNPOL prenne part à au moins cinq jours de formation par an.

C'est pourquoi, le pilier Administration propose régulièrement à son personnel, divers modules orientés sur les besoins des services et sur les réalités du terrain afin d'accroître les performances individuelles et collectives et engendrer une meilleure productivité d'UNPOL./.



L'équipe de l'unité de Formation Interne

Concours de la meilleure photo du mois : Chers collègues,

Nous vous invitons à nous envoyer des photos qui illustrent la contribution d'UNPOL dans la mise en œuvre du mandat de la MINUSCA. La meilleure photo sera publiée dans l'édition suivante.

**Date limite : avant le 20 de chaque mois.**